



La transition démographique, enjeu crucial pour l'Afrique

Par Marie-Claude Tesson-Millet, présidente d'Équilibres et populations, et

Jean-Marc Châtaigner, directeur du pilotage et des relations stratégiques à l'AFD.

Le but n'est pas de forcer les familles africaines à avoir moins d'enfants, mais de leur donner la possibilité de choisir le nombre qu'elles souhaitent.

Après avoir été au premier rang des préoccupations des politiques de développement, l'agenda démographique a progressivement perdu son caractère prioritaire. Or, ce glissement des priorités se révèle préoccupant pour l'Afrique subsaharienne, dont les évolutions démographiques sont atypiques. Même si on observe une baisse relative du taux de fécondité au niveau du continent (6,7 enfants en 1985, 5,4 en 2002), les projections de croissance démographique paraissent insoutenables sur les moyers et long termes (à l'horizon 2050 quintuplement de la population au Niger, quasi-quadruplement en Ouganda, triplement au Tchad...).

La population totale de l'Afrique passerait, selon les projections de l'ONU, de 751 millions actuellement à un chiffre compris entre 1,5 et 2 milliards en 2050 (en fonction de l'évolution réelle du taux de fécondité). Non seulement ces évolutions reportent dans un avenir lointain les dividendes de la transition démographique constatés dans d'autres régions du monde, mais posent, pour des pays déjà parmi

les plus pauvres du monde, des problèmes quasi insurmontables en termes de gestion des terres et des ressources agricoles, d'approvisionnement en eau, de construction d'écoles et de centres de santé, d'accroissement de la pauvreté et des inégalités sociales. D'où s'ensuivront, entre autres: la multiplication probable des disettes et des famines, la dégradation irréversible de l'environnement, l'accroissement du nombre de conflits civils et le développement de pressions migratoires vers les zones les plus riches, y compris vers l'Europe.

Quelques esprits cyniques pourraient plaider l'idée que la régulation démographique se fera alors en Afrique par d'autres moyens, y compris à travers l'impact du sida. Cette vision à courte vue ne tient pas compte de deux éléments: toute l'Afrique n'est pas affectée également par le sida, et des taux élevés de mortalité infanto-juvénile contribuent à la persistance d'un désir élevé d'enfants, et donc au maintien d'une natalité élevée.

Afin de faire le point sur ces enjeux, l'Agence française de développement (AFD) et l'UK Department For International Development (DFID) ont organisé, les 2 et 3 mars 2006 à Paris, avec le soutien de la fondation William and Flora Hewlett, et en partenariat avec l'ONG Équilibres et populations, un atelier de travail sur le thème « Démographie, santé de la procréation et croissance économique durable en Afrique ». Cet atelier a associé de manière pluridisciplinaire des acteurs du Sud et du Nord, des chercheurs, des représentants des gouvernements partenaires, des

sociétés civiles et des agences de développement. De cet atelier, qui a associé des acteurs et des chercheurs du Sud et du Nord, nous retenons pour notre part les leçons suivantes:

- L'urgence de relancer les programmes de recherche afin d'avoir une meilleure compréhension des dynamiques démographiques et de mieux en expliquer les déterminants économiques et sociaux.

- L'importance de tenir compte dans toutes les politiques sectorielles (éducation, santé, développement durable...) de l'enjeu démographique afin de mieux définir les besoins des populations et d'agir en amont; par exemple pour le secteur éducatif, comme le rappelle l'économiste Philippe Hugon, « les femmes africaines qui ont suivi quatre années d'études ont un nombre d'enfants de 30 % inférieur à celui des femmes sans instruction ».

La réaffirmation de la reconnaissance de

l'accès à la santé de la procréation comme un droit; le but n'est pas de forcer les familles africaines à avoir moins d'enfants, mais de leur donner la possibilité de choisir le nombre qu'elles souhaitent, dans des condi-

tions qui ne mettent pas en danger la vie des mères; la réduction du nombre des grossesses dans la vie d'une femme améliore la santé maternelle et réduit la mortalité infantile.

- La nécessité d'avoir des programmes de santé non exclusivement centrés sur la problématique du sida: une approche axée sur le renforcement des systèmes de santé et intégrant dans un même cadre santé de la procréation, soins de santé maternelle et infantile, lutte contre le sida et soins de santé en général apparaît plus que jamais essentielle.

- Enfin, des études devraient être poursuivies pour savoir s'il ne serait pas plus approprié de promouvoir l'usage des préservatifs à des fins contraceptives plutôt que pour lutter contre le sida, qui n'est pas toujours avoué ou identifié comme une menace par les partenaires.